

Nick Vlahos

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les questions qui précèdent traitent essentiellement de la relance de l'économie et de la stabilité, alors que le Canada éprouve des problèmes de longue date avec ses fondations politiques, à savoir un mode de scrutin majoritaire à un tour de type Westminster et une technobureaucratie, qui sont en situation de déficit autant sinon plus que l'économie. Les citoyens sont touchés par des institutions mystérieuses

qu'il est impossible de réformer et des partis politiques dont les actions sont purement motivées par l'idéologie et la centralisation des pouvoirs. La difficulté générale à laquelle le Canada est véritablement confronté dans son ensemble tient à la façon dont les citoyens, de même que les collectivités, peuvent faire partie du processus politique, aux côtés de structures et de fonctionnaires représentatifs et du secteur public. Cela n'a rien de nouveau. Les appels dans ce sens remontent à il y a des décennies, et les députés réclament des mécanismes plus inclusifs comme des référendums, des initiatives et des plébiscites afin d'obtenir la représentation proportionnelle. L'ECUS était censée remédier à l'absence d'inclusion civique en politique, mais elle a misérablement échoué, tout comme le font aujourd'hui les processus de consultation courants. Une nouvelle gestion publique n'est pas un paradigme ou une pratique suffisant pour parvenir à une plus grande accessibilité et au principe de subsidiarité ou d'inclusion dans les décisions politiques, d'autant plus que les intervenants des partenariats publics-privés dominent tout processus de consultation, d'où les citoyens ne sont pas seulement souvent exclus, mais où ils participent aux consultations après que des propositions de politique leur ont été présentées alors qu'ils n'ont aucune voix au chapitre faisant autorité dans leur mise en œuvre. Il suffit de se pencher sur la façon dont les gens perçoivent la politique dans ce pays; tout sondage ou débat profane est un excellent indicateur de l'apathie des gens, et le plancher record de participation aux élections de 2008 est une preuve de ce phénomène parmi d'autres, notamment le manque de mobilisation des jeunes. Le Canada est malheureusement très loin derrière le reste du monde sur le plan de l'inclusion démocratique novatrice, surtout sous un angle direct ou délibéré, en dépit de deux ou trois exemples comme la BCCA ou l'OCA au cours des 10 dernières années. Les pays du monde entier, pas seulement les pays membres de l'OCDE, mais aussi les pays en développement, promeuvent de manière plus systématique que le Canada la participation inclusive des citoyens. Sans doute que le suffrage suffisait il y a un siècle dans le domaine de la politique, mais l'économie industrielle d'aujourd'hui exige la participation inclusive des électeurs éclairés qui veulent avoir voix au chapitre dans le domaine de la politique. Il est temps de retenir les leçons d'exercices de collaboration plus inclusive du secteur public dans les pays de l'OCDE, en particulier le Danemark, la Suède, l'Allemagne et les Pays-Bas, et peut-être même l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni, dont la plupart ont recours à des jurys de citoyens et à des conférences de consensus, par exemple, pour aborder les sujets politiques et techniques brûlants; de plus, cela doit à tout prix s'accompagner de processus de participation décentralisés qu'utilisent les pays en développement qui souscrivent dans certaines régions et municipalités à des versions adaptées d'un modèle de budgétisation participative comme en Inde, au Brésil, au Pérou et en Afrique du Sud. Le gouvernement fédéral ferait bien de commencer par un comité sur l'inclusion démocratique et d'organiser des consultations avec des groupes de défense et/ou des citoyens sélectionnés au hasard, et également de sélectionner des gens pour qu'ils soient représentatifs de la population dans son ensemble. Les mécanismes peuvent utiliser le principe de subsidiarité, c'est-à-dire tenir des consultations dans des endroits du Canada où les questions et les budgets sont plus proches des citoyens touchés, afin de regagner la confiance de la population, parallèlement à la culture et au savoir-faire politiques. Cela signifie qu'un seul plan universel n'est peut-être pas toujours la meilleure solution lorsque différentes régions et villes commandent différents types d'attention. L'étendue et le mandat de cela peuvent varier afin de céder plus de pouvoirs sur certains projets dans des lieux particuliers ou de simplement consulter les gens avant de tenir des réunions de comité. Rien ne saurait justifier pourquoi l'étape du comité du processus politique ne doit pas prévoir l'inclusion des citoyens qui soit sérieuse et non pas marginale. Feu Peter Aucoin est connu pour avoir formulé cette suggestion dans un article publié pour le Centre canadien de politiques alternatives.